

Question écrite de Caroline Cassart, Députée,
à Willy Borsus, Vice-Président et Ministre de l'Economie,
du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire,
de l'Agriculture,
de l'IFAPME et des Centres de compétences, concernant
Le lancement de l'Eco-Score

Monsieur le Ministre,

En mars 2021, Colruyt Group a été le premier détaillant belge à lancer l'Eco-Score.

A l'instar du Nutri-Score, ce guide utilise une combinaison de couleurs et de lettres pour indiquer facilement l'impact écologique d'un produit. Il s'agit donc d'un score unique qui prend en compte de nombreux facteurs environnementaux tels que l'origine des ingrédients, l'emballage, les labels de durabilité, ... Les clients peuvent désormais consulter le score de plus de 3.000 produits Colruyt de marque de distributeur via l'application SmartWithFood ou l'application Xtra. Ce nouvel outil facilite donc la vie des consommateurs qui désirent opérer des choix en toute connaissance de cause.

Monsieur le Ministre, quelle est votre position vis-à-vis de ce nouvel « label »? L'Agence Wallonne pour la Promotion d'une Agriculture de Qualité (Apaq-W) a-t-elle été concertée? Comment s'assurer que les produits locaux et issus de notre agriculture wallonne soient correctement notés afin d'éviter un agribashing, malheureusement trop fréquent?

Je vous remercie.

Réponse du Ministre Borsus:

[Octobre 2021]

Comme l'honorable membre le relève, le lancement de l'écoscore par Colruyt est une initiative privée. L'écoscore est une méthodologie développée en France par différents partenaires dont la désormais célèbre application YUKA et le non moins célèbre site culinaire Marmiton. Cette initiative est intéressante, sur le principe, tant elle donne des indications au consommateur sur la manière d'orienter ses choix de manière responsable dans les linéaires des grandes surfaces.

Je souhaite toutefois souligner que la méthodologie d'origine française utilisée par Colruyt a donné lieu à d'âpres débats au sein de l'Hexagone, alors même que certains acteurs - notamment le secteur agroalimentaire et même le secteur Bio - souhaitent avancer vers une méthodologie plus fédératrice ou officielle. Mais je ne fais ici que relater quelques commentaires que j'ai pu glaner sur cette initiative. Bref, Colruyt est légitimement dans son rôle d'acteur économique désireux de contribuer à des enjeux de société et il ne m'appartient pas de contester ses choix stratégiques.

L'environnement, la santé, la confiance, la proximité, mais aussi la défense d'un tissu économique agricole et le maintien de nos superficies agricoles au profit des paysages et de la biodiversité sont autant à prendre en considération dans notre manière de consommer. Et un label comme celui que l'honorable membre évoque n'intègre peut-être pas l'ensemble de ces valeurs. Il faudra à terme l'évaluer.

C'est la raison pour laquelle j'ai demandé à l'APAQ-W de poursuivre le développement et l'ancrage de la charte #jecuisinelocal, durable et de saison. Elle le fait du reste en veillant à s'approvisionner en données de consommation et en analyses des marchés alimentaires. C'est une démarche rigoureuse en termes de marketing.

Consommer local, c'est avant tout un geste responsable, conforme aux impératifs d'un système alimentaire durable, à la protection des terres agricoles et au développement d'une dynamique socioéconomique sur ce qui représente la moitié du territoire de la Wallonie. C'est pour ma part ce système de valeurs que je veux défendre pour protéger notre agriculture liée au sol qui fait l'honneur de la Wallonie.

De plus, l'opération « *ma quinzaine locale* » s'est déroulée courant du mois de septembre. Elle me semble être révélatrice d'un enjeu, à savoir soutenir l'économie agricole en Wallonie et défendre nos agriculteurs. Elle me semble aussi être la démonstration vivante des potentialités de notre agriculture.

Ma conviction, en définitive, est qu'un partenariat entre le monde agricole et le retail est fondamental et qu'il est par ailleurs compatible avec les spécificités des produits locaux. Comme elle le sait, la grande distribution est représentée au sein du conseil d'administration de l'APAQ-W et nos contacts sont réguliers. Je suis donc assez optimiste quant au développement de la solidarité économique entre la distribution et l'agriculture, indépendamment même de l'initiative privée évoquée ici.

Selon moi, un tel label devrait être une initiative européenne afin de s'assurer que tout le monde utilise les mêmes critères et d'obtenir quelque chose d'uniforme. Cela aurait plus de sens et plus de portée. Je sais que cela est actuellement en discussion au sein de groupes de travail « Farm to Fork ».

De plus, il ne faudrait pas que le marché soit inondé de labels et que, au final, nous en perdions les consommateurs et le but qu'ils poursuivent.